

## **Le capitalisme est bien incompatible avec l'exigence de rendre la planète vivable pour les générations futures.**

Au lendemain d'une fête de l'huma qui montre et valorise la qualité et la capacité de notre parti, la préoccupation première est à mon sens de les préserver dans l'unité et par la même de préserver son existence et son efficacité politique lesquelles permettent au regard de sa propre histoire de mesurer sur presque un siècle ce qu'il en est du point de vue de la démocratie, des libertés et du progrès social dans ce pays, puissance capitaliste s'il en est, qu'est la France. Le PCF reste un grand parti communiste indépendamment de son influence électorale qui peut fluctuer. Cela pose la question de son renforcement mais aussi de sa stratégie et par conséquent de son aptitude à rassembler sur un projet dont l'objectif est de changer de système comme de société c'est ce débat que nous devons avoir sans faux fuyant. Le congrès le permet mais nous devons tout autant éviter le piège du sectarisme pour ne pas sombrer dans les dérives groupusculaires. Les communistes français se doivent de faire vivre ces exigences incontournables pour ne pas disparaître. Ici et là, il est question d'ouverture mais l'approche concrète de ce qui est supposé être l'ouverture reste indécélable pas plus qu'il n'est démontré la prétendue fermeture. Voilà bientôt deux décennies que ces phrases creuses réduisent l'engagement militant de milliers de camarades à une accumulation d'erreurs comme si les communistes étaient incapables de produire une activité politique positive au service du peuple et des travailleurs. En bref nous n'arrêterions pas de nous fourvoyer. Dans ces conditions autant dire qu'on aime se tirer une balle dans le pied. L'attractivité, au nom de cet aggiornamento, ne risque pas d'opérer puisque cela conduit à dire à ceux auxquels nous nous adressons pour faire triompher l'idéal communiste et la cause commune de transformation radicale de la société que nous en serions, en l'état, incapables. La période actuelle est source d'interrogation, le combat politique est plus complexe contre les forces capitalistes, dont l'objectif est de maintenir la confusion et l'absence de repère et par la même de faire croire que « tout change alors que tout reste comme avant ». Un affrontement de classe des plus rugueux en découle. Il implique, et nous avons raison de le faire, de poser la question du partage de la richesse produite par les travailleurs quelle que soient les modes de production. Les communistes sont identifiables et reconnus quand ils revendiquent l'augmentation des salaires, des retraites, des prestations sociales quand ils combattent pied à pied pour obtenir les moyens pour de grands services publics en mettant à contribution le capital, quand ils font avancer la solidarité, la fraternité et combattent le racisme et la xénophobie en affrontant l'extrême droite. Nos parlementaires le font très bien. Souvent ils parviennent par la justesse de leurs interventions et leur argumentation à soulever la chape de plomb médiatique tendant à rendre invisible les communistes et leur Parti. Pour la santé et les hôpitaux, contre l'évasion fiscale et pour la justice fiscale, pour le progrès social et la défense des droits des travailleurs face au démantèlement orchestré par le gouvernement Philippe et le fondé de pouvoir des marchés financiers occupant princier du palais de l'Élysée. Ces dernières années nous avons vu l'impact des politiques gouvernementales d'austérité, la décentralisation est devenue déconcentration, puis recentralisation remettant en cause l'organisation institutionnelle pour en arriver à la réduction des effectifs et de la dépense publique soumise aux critères budgétaires européens à cette fameuse règle d'or antidémocratique enserrant les budgets nationaux. Services publics, retraites, protection sociale démocratie locale tout y passe et de ce point de vue la Corse demeure une terre expérimentale offre un tableau avec des résultats assez édifiants puisqu'elle est la région de France métropolitaine la plus inégalitaire. Le mirage de la réforme institutionnelle permanente masque une réalité sociale où le chômage, la précarité et la pauvreté côtoient une richesse insolente consolidée ces dernières années grâce à l'injustice fiscale et à la captation de la solidarité nationale par une petite minorité qui ne cesse de s'enrichir comme le montre la progression de près de 150 % des assujettis à l'ISF de 2005 à aujourd'hui. Enfin nous le voyons ces derniers jours, avec le regain de violence et de délinquance, la menace anonyme colportée sur les réseaux sociaux après les événements du Collège du Fium'orbu, que le mal vivre issu de cette réalité sociale, économique et politique, particulièrement injuste, produit de plus en plus d'instabilité, de rapports sociaux conflictuels, d'intolérance de racisme et de xénophobie. Ce n'est

pas l'Etat français qui menace ainsi la Corse c'est bien l'ultralibéralisme et les inégalités qu'il nourrit à l'avantage exclusif d'une minorité de privilégiés. La gauche a été décevante face au défi qui lui était posé en Corse en accédant au pouvoir régional en 2010 et ensuite sous le quinquennat de François Hollande. Il s'agit pour les communistes non pas d'opérer une dilution au nom de « l'insoumission partagée » mais de construire ensemble (en respectant la diversité) une alternative de gauche au « macronisme » et à l'accession au pouvoir de la droite voire de son extrême xénophobe. La confusion entretenue par les démarches politiques qui se situent hors clivage droite gauche mais bien ancrée dans le libéralisme est une entrave qui sous couvert de « démagisme » favorise tous les populistes. Nous voulons sortir de ce piège à juste raison sans faire table rase ni de notre passé ni de celui de la gauche quand il rime avec progrès social, démocratie, solidarité, antiracisme et paix. La gauche ne peut être que cela et pas autre chose. C'est à cette gauche là que nous sommes attachés. L'instabilité du monde et la politique extérieure de la France sont également source d'inquiétude alors qu'Emmanuel Macron reprend à son compte peu ou prou la stratégie sous tendu par la fameuse théorie du choc des civilisations sans se départir de la domination imposée par l'administration des Etats Unis derrière un Donald Trump lui-même acteur de ce scénario. Les intérêts capitalistes sont au premier rang et pour les faire prévaloir l'engagement militaire, des principales puissances, vient en appui sur des conflits dits régionaux au détriment des peuples afin de maintenir une domination nécessaire à la captation des richesses naturelles. Le bras armé de cette politique internationale est l'OTAN dont la France devrait s'affranchir pour regagner en autorité et faire entendre une autre parole en faveur de la paix, de la coopération, du développement partagé, de l'écologie et de la sauvegarde environnementale de la planète. En Europe, d'autant plus aujourd'hui avec le Brexit, la politique de Macron ne règle rien au contraire. Recentrée autour du couple franco allemand elle privilégie le libéralisme, la déréglementation, le dumping social et fiscal, la fermeture et l'exclusion face aux enjeux migratoires. Elle n'est pas celle attendue par les peuples. Elle se résume à l'hyper compétitivité et la boulimique obsession des gros actionnaires visant à accumuler profits et dividendes sur des marchés financiers déconnectés de tout contrôle public sauf quand il faut renflouer les banques. « Les banques ramèneront le fascisme en Europe » Mikis Théodorakis alertait dès 2011 de ce danger. Il ne peut être occulté. Il s'agit pour les communistes non pas d'opérer une dilution au nom de « l'insoumission partagée » mais de construire ensemble (en respectant la diversité) une alternative de gauche au macronisme et au nationalisme exprimé par Orbán et Salvini de manière xénophobe sans attaquer le capitalisme sur le fond à savoir : sa domination écrasante pour les peuples et dévastatrice pour le monde. Le texte forcément, inachevé proposé, par le Conseil National pose l'ensemble des questions relatives à ces défis, enjeux et combats populaires à dynamiser au cœur de la société au plus près des personnes et des travailleurs en quête d'une autre vie. Il n'évade pas dans ces conditions la question du Parti de son organisation, de ses directions et dirigeants sans faire de ce dernier aspect le point de départ de la réflexion. Son point de départ c'est bien le projet, c'est l'humain d'abord, c'est l'éco-communisme qui nous ramène à Marx démontrant en son temps les effets actuels du système capitaliste dont l'essence et la surexploitation de tout ce qui fait richesse au détriment des équilibres biologiques, de la préservation des ressources et de l'environnement. L'urgence climatique le démontre s'il le faut. Le capitalisme est bien incompatible avec l'exigence de rendre la planète vivable pour les générations futures.

Michel Stefani Secrétaire départemental Haute Corse”